

Projet de loi de finances pour 2004 – N° 1093

Table des matières

<u>EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS</u>	7
<u>ARTICLES DU PROJET DE LOI ET EXPOSÉ DES MOTIFS PAR ARTICLE</u>	37
<u>PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER</u>	38
<u>DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES</u>	119
<u>ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS</u>	185
<u>ANALYSES ET TABLEAUX ANNEXES</u>	227
<u>I. Observations générales sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2004 et ceux ouverts en 2003</u>	229
<u>1. Évolution des crédits par ministère (tableau annexe)</u>	259
<u>2. Comparaison, par titre et par ministère, pour les dépenses ordinaires, des crédits prévus pour 2004 à ceux ouverts en 2003 (tableaux annexes)</u>	261
<u>3. Comparaison, par titre et par ministère, des autorisations de programme et crédits de paiement prévus pour 2004 à ceux ouverts en 2003 (tableaux annexes)</u>	267
<u>4. Échéancier prévu des ouvertures de crédits de paiement en regard des autorisations de programme anciennes et nouvelles (tableaux annexes)</u>	277
<u>5. Évolution des effectifs financés par l'État (tableau annexe)</u>	287
<u>II. Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe</u>	289
<u>III. Observations générales sur l'évolution des opérations des comptes spéciaux du Trésor et tableau annexe</u>	295

Analyses et tableaux annexes

I. Observations générales sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2004 et ceux ouverts en 2003

Analyse par titre et par partie

Titre premier. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Les crédits du titre premier, sont évalués à 105,59 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2004. Ils étaient fixés à 104,16 milliards € en loi de finances pour 2003. Ils regroupent :

- ◆ Les **dépenses en atténuation de recettes**, comprenant les remboursements sur produits indirects et les dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées, augmentent de 2,6 %. Au total, les dépenses s'établissent à 64,21 milliards €.
- ◆ La **charge de la dette** s'élève, en montants bruts, à 40,99 milliards € contre 41,28 milliards € en LFI 2003. La charge nette des recettes d'ordre passe de 38,29 milliards € à 38,59 milliards €, soit une progression de 0,8 %.

La charge brute de la dette à long terme (OAT) augmente de 0,55 milliard € par rapport à la LFI 2003 ; la charge nette correspondante augmente de 0,55 milliard € (+ 1,9 %).

La charge brute de la dette à moyen et court terme (BTAN et BTF) diminue de 0,73 milliard € (- 6,9 %) et de 0,31 milliard € (- 3,3 %) en termes nets.

La charge de la dette non négociable diminue de 0,13 milliard €, confirmant la tendance longue à la baisse de ce compartiment des charges de la dette de l'État, qui tend à devenir marginal.

- ◆ Le coût des **garanties** accordées par l'État est évalué à 0,12 milliard € dans le projet de loi de finances pour 2004.
- ◆ Les **frais de poursuite et de contentieux** ainsi que les décharges de responsabilité et remises de débits représentent 0,27 milliard € dans le projet de loi de finances pour 2004 (+ 17,4 %).

Titre II. Pouvoirs publics

Le titre II, sur lequel sont inscrites les dotations de fonctionnement de la Présidence de la République, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel, progresse de 1,75 % pour atteindre 0,82 milliard €.

Titre III. Moyens des services

Le titre III des budgets civils progresse de 3,40 %, passant de 105,59 milliards € en loi de finances pour 2003 à 109,18 milliards € dans le présent projet de loi de finances.

- ◆ Les **charges de personnel** (parties 31, 32 et 33) passent de 88,78 milliards € en loi de finances pour 2003 à 86,78 milliards € dans le projet de loi de finances, soit une diminution de 2,26 %. Cette variation de - 2 milliards € s'explique par l'évolution des charges de pension (+ 1,52 milliard €), la diminution des crédits de rémunération (- 3,10 milliards €) liée principalement à l'incidence de la mise en œuvre d'expérimentations préfigurant certains programmes et actions prévus dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances et à la suppression de 4.756 emplois (dont 4.561 emplois budgétaires) et la diminution des crédits de prestations sociales et de compensation (- 0,47 milliard €).
- ◆ Les **crédits de fonctionnement des services** (parties 34, 35, 37 et 39) progressent de 5,92 milliards €, dont 3,88 milliards € sur la partie 37 et une dotation de 2,61 milliards € sur une nouvelle partie dénommée expérimentations dans le cadre de la loi organique du 1^{er} août 2001. Cette partie 39 regroupe les crédits des titres III et IV au sein de chapitres relatifs à la préfiguration des futurs programmes. La partie 37 regroupe également des expérimentations qui sont limitées à la globalisation de crédits du titre III. Il s'agit notamment sur le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire de la création d'un chapitre intitulé « maîtres d'internat et surveillants d'externat, assistants d'éducation, emplois jeunes et dépenses pédagogiques » doté de 1,28 milliard €, de la poursuite de la globalisation des crédits au sein du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (INSEE, DGI, DGCCRF) induisant une progression de 1,12 milliard € entre la loi de finances pour 2003 et le projet de lois de finances pour 2004 et de l'extension des expérimentations de globalisation des crédits des préfectures initiées en 2003 au sein du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (+ 0,78 milliard €). Des dotations sur la partie 39 sont notamment créées au sein du ministère de l'agriculture, de l'alimentation de la pêche, et des affaires rurales pour regrouper les crédits de formation, recherche et développement (1,19 milliard €), du ministère de la jeunesse et de l'enseignement scolaire : dotations des académies de Bordeaux et Rennes (1,16 milliard €) et du ministère de la santé, de la famille, des personnes handicapées et de la solidarité avec la préfiguration d'un programme « Santé publique – prévention » (0,19 milliard €).
- ◆ Les **subventions aux établissements publics** (partie 36) s'établissent à 8,21 milliards € dans le présent projet de loi, contre 8,53 milliards € en LFI pour 2003, soit une diminution de 3,82 % liée principalement à la diminution des subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement (-0,41 milliard €).

Titre IV. Interventions publiques

A périmètre constant, les dépenses du titre IV s'élèvent à 74,63 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2004, contre 75,88 milliards € en LFI pour 2003, soit une légère diminution de 1,64 %. A structure courante, les dépenses du titre IV représentent 79,35 milliards €.

- ◆ Les **interventions économiques** (parties 44 et 45), qui s'établissent à 35 milliards € (contre 18,38 milliards € en LFI 2003), concernent notamment les évolutions suivantes :
 - la budgétisation du FOREC sur le budget du travail pour un montant de 17,10 milliards € ;
 - le transfert au CNASEA des dépenses du service public de l'équarissage auparavant retracées sur le budget de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales pour un montant de 0,18 milliard € ;

P.L.F. 2004

- la diminution de la dotation au titre des primes à la construction sur les charges communes pour un montant de 0,14 milliard € ;
 - la budgétisation au sein du budget des transports et de la sécurité routière de la contribution de l'État à la dette de RFF pour un montant de 0,80 milliard €.
- ◆ Les **interventions sociales** (parties 46 et 47) s'élèvent à 25,96 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2004, contre 31,13 milliards € en 2003. Les principaux ajustements de crédits concernent :
- le transfert aux départements du financement du RMI et du revenu de solidarité dans les DOM à partir du budget de la santé, de la famille, des personnes handicapées et de la solidarité, soit un montant de 4,95 milliards € ;
 - la suppression de la subvention au BAPSA (- 0,52 milliard € inscrite sur les charges communes) ;
 - la diminution de la dotation des aides personnelles au logement (- 0,24 milliard €) sur le budget de l'urbanisme et du logement ;
 - l'augmentation des dotations aux charges de retraite de la SNCF et autres régimes sociaux des transports terrestres pour 0,10 milliard € ;
 - l'augmentation de la dotation à l'ENIM sur le budget de la mer pour un montant de 0,06 milliard €
- ◆ Les **autres interventions** (parties 41, 42 et 43) atteignent 18,40 milliards €, soit une diminution de 30,19 % par rapport à la LFI 2003, sous l'effet des principales opérations suivantes :
- l'intégration au sein de la dotation globale de fonctionnement de divers concours aux collectivités locales et leur basculement en prélèvements sur recettes de l'État pour 7,85 milliards € à partir du budget de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales ;
 - la suppression de la dotation au Fonds national de péréquation pour un montant de 0,13 milliard € sur les charges communes par basculement en prélèvements sur recettes de l'État ;
 - le transfert en partie 39 des crédits relatifs à l'enseignement agricole pour un montant de 0,59 milliard € au titre de l'expérimentation engagée dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique du 1^{er} août 2001 ;
 - les interventions relatives à l'enseignement privé de la jeunesse et de l'enseignement scolaire progressent de 0,13 milliard €.

Titres V et VI. Investissements et subventions d'investissement

- ◆ Les **autorisations de programme (AP)** s'élèvent à 16,01 milliards € contre 15,94 milliards € en loi de finances pour 2003, soit une augmentation de 0,4 %. Le montant 2004 se répartit à hauteur de :
- 4,24 milliards € sur le titre V ;
 - 11,71 milliards € sur le titre VI.

Les opérations d'investissement traduisent un important effort en faveur des priorités du Gouvernement : investissements en faveur de la sécurité et de la justice.

- ◆ Les **crédits de paiement (CP)** s'élèvent à 13,75 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2004, contre 12,96 milliards € en LFI 2003, soit une hausse de 6,14 % :
- 3,06 milliards € sur le titre V ;
- 10,69 milliards € sur le titre VI.

Par grands secteurs, les principales évolutions s'analysent de la manière suivante :

- ◆ les **équipements collectifs** sont dotés de 7,36 milliards € en AP (6,41 milliards € en LFI 2003) et de 5,44 milliards € de CP (4,44 milliards € en LFI 2003) ;
- ◆ les **aides aux principaux secteurs économiques** s'établissent à 5,87 milliards € en AP, contre 6,37 milliards € en LFI 2003, et à 5,16 milliards € en CP contre 5,66 milliards € en LFI 2003 ;
- ◆ les **aides aux investissements locaux** passent à 1,70 milliard € de CP, contre 1,47 milliard € en LFI 2003, elles représentent 1,92 milliard € en AP, contre 1,73 milliard € en LFI 2003 ;
- ◆ les **investissements extérieurs** et divers s'élèvent à 1,00 milliard € en AP, contre 1,69 milliard € en LFI 2003 ; les CP passent de 1,57 milliard € en 2003 à 1,65 milliard € en 2004.

Analyse par ministère des principaux écarts 2003 - 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Affaires étrangères			
Dépenses ordinaires	3.321	3.312	-9
(Autorisations de programme)	(444)	(389)	(-55)
Crédits de paiement	796	909	113
Total des crédits	4.117	4.221	+104
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			-33
Fonctionnement			-8
Équipement			-5
Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)			-6
Coopération bilatérale (y compris coopération au développement)			+56
Francophonie			+20
Fonds européen de développement (FED)			+69
Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et Commission des recours des réfugiés (CRR)			+10
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement	59	45	
Coopération bilatérale	385	344	
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales			
Dépenses ordinaires	4.957	4.771	-186
(Autorisations de programme)	(247)	(337)	(+90)
Crédits de paiement	223	204	-19
Total des crédits	5.180	4.975	-205

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+43
Fonctionnement et équipement			-8
Enseignement agricole			+6
Développement agricole et rural			-26
Amélioration des structures agricoles			+4
Charges de bonification des prêts			+10
Contrat territorial d'exploitation et contrat d'agriculture durable			+55
Orientation et valorisation de la production agricole			-35
Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes			-13
Promotion et contrôle de la qualité			-9
Service public de l'équarrissage			-198
Espace rural			+24
Forêt			-29
Pêche			-7
Modernisation de l'appareil agricole			-16
Transformation et commercialisation			-6
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement des services	16	15	
Aménagement de l'espace rural et de la forêt	137	125	
Recherche	13	12	
Adaptation de l'appareil de production agricole	34	143	
Développement du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et de la mer	28	26	
Pêches maritimes et cultures marines	5	5	
Enseignement et formation agricoles	14	11	
Anciens combattants			
Dépenses ordinaires	3.499	3.390	-109
(Autorisations de programme)	(0)	(0)	(0)
Crédits de paiement	0	0	0
Total des crédits	3.499	3.390	-109

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Diminution du nombre d'allocataires du fonds de solidarité AFN			-10
Ajustement aux besoins des crédits afférents aux pensions militaires d'invalidité			-142
Ajustement aux besoins des crédits afférents à la retraite du combattant			+21
Diminution du nombre de bénéficiaires de soins médicaux gratuits			-11
Provision pour revalorisation des pensions militaires d'invalidité et de la retraite du combattant			+3
Prestations de sécurité sociale			-15
Augmentation du nombre de crédientiers de la rente mutualiste et revalorisation du point d'indice de pension			+31
Augmentation uniforme, de 15 points d'indice, des pensions de veuves, à compter du 1 ^{er} juillet 2004			+12
Extension, à compter du 1 ^{er} juillet 2004, de la carte du combattant aux personnes présentes au moins quatre mois dans le conflit, durant la guerre d'Algérie et les combats en Tunisie et au Maroc			+3
Charges communes			
Dépenses ordinaires	119.292	120.057	+765
(Autorisations de programme)	(151)	(151)	(0)
Crédits de paiement	151	151	0
Total des crédits	119.443	120.208	+765

Analyse des principaux écarts en crédits

Service de la dette à long et moyen terme	+545
Charges afférentes aux intérêts des bons du Trésor à court ou moyen terme	-725
Charges afférentes aux intérêts des comptes de dépôts au Trésor	-6
Autres charges liées de la dette	-95
Garanties	+29
Dégrèvements de contributions directes	+864
Remboursements sur produits indirects et divers	+784
Frais de poursuite et contentieux	+15
Décharges de responsabilité, remise de débet	+25
Dotations des pouvoirs publics	+14
Provision pour mesures générales intéressant les agents du secteur public	-875
Pensions et allocations	+643
Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales	-17
Versement de l'État au titre de la compensation entre régimes de sécurité sociale	+34

P.L.F. 2004
Analyse et tableaux annexes

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Remboursement de services rendus à des administrations			+15
Dépenses accidentelles			+359
Fonds national de péréquation			-108
Prime à la construction			-136
Subvention au budget annexe des prestations sociales agricoles			-523
Transfert de la subvention au BAPSA au titre de l'allocation aux adultes handicapés vers la section Santé, famille, personnes handicapées et solidarité			-52
Subvention au fonds spécial de retraite de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines			+68
Indemnisation des rapatriés			-11
Majorations de rentes viagères			-22
Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante			-40

Analyse des principales autorisations de programme

Aide à la reconversion de l'économie polynésienne	151	151	
---	-----	-----	--

Culture et communication

Dépenses ordinaires	2.176	2.209	+33
(Autorisations de programme)	(568)	(567)	(-1)
Crédits de paiement	321	423	102
Total des crédits	2.497	2.632	+135

Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement et entretien	-11
Établissements publics	+42
Interventions culturelles	+2
Patrimoine monumental	+78
Autres investissements	+23

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Grand Palais	15	-	
Opéra Garnier	6	-	
Schéma directeur de Versailles	16	7	
Autres palais nationaux	5	6	
Patrimoine monumental (hors palais nationaux)	222	239	
Maintenance des établissements publics	56	62	
Travaux dans les établissements publics	3	16	
Établissement public du musée du Quai Branly	11	3	
Autres opérations d'investissement	184	184	
Cité des sciences et de l'industrie	38	40	
Recherche	11	11	
Écologie et développement durable			
Dépenses ordinaires	618	662	+44
(Autorisations de programme)	(373)	(344)	(-29)
Crédits de paiement	150	194	44
Total des crédits	768	856	+88
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+4
Fonctionnement des services			+14
Subventions de fonctionnement aux établissements publics administratifs			+8
Protection de la nature et de l'environnement			+61
Analyse des principales autorisations de programme			
Protection de la nature et de l'environnement	117	140	
ADEME	218	167	
Subventions d'investissement à divers établissements	32	31	
Économie, finances et industrie			
Dépenses ordinaires	13.448	13.506	+58
(Autorisations de programme)	(2.141)	(1.367)	(-774)
Crédits de paiement	1.473	1.475	2
Total des crédits	14.921	14.981	+60

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Rémunérations, cotisations et prestations sociales			+39
Pensions			+37
Subvention au budget annexe des monnaies et médailles			-27
Informatique : réforme du Minéfi et gestion publique			+100
Fonctionnement des services			+10
Recensement rénové de la population			+23
Équipement administratif et technique			+8
Écoles des Mines : fonctionnement et investissement			+1
Groupement des écoles de télécommunication (GET)			+1
Agence nationale des fréquences (ANF)			+2
Autorité de régulation des télécommunications (ART)			+1
Commission de régulation de l'électricité (CRE)			+2
Rémunérations pour services rendus (Banque de France et IEDOM)			-8
Infrastructure pétrolière			-1
Subventions à organismes publics			-1
Actions d'incitation et de formation			+3
PME, commerce et artisanat, dont FISAC, CPDC et aide au départ des commerçants et artisans			-14
Bonifications d'intérêt artisanat			-1
Centres techniques industriels			+27
Environnement des entreprises			+1
Normes qualité			-1
Participation à divers fonds de garantie			-24
Subvention à Charbonnages de France			+10
ADEME			+1
Indemnisations de l'après-mines et prestations à certains retraités			+2
Études industrielles, radioprotection et sécurité nucléaire			-2
Travaux de sécurité et expropriations sur sites miniers			-1
Actions en faveur des PMI			-15
Aides à la construction navale			-6
Établissements financiers et assimilés (hors Agence française de développement)			-21
Réaménagement des charges d'endettements			-2
Diverses bonifications [Navires et prêts participatifs]			-2
GIP « Assistance au développement des échanges en technologies économiques et financières »			+1
Application de conventions fiscales entre la France et les États étrangers			+15

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Rémunérations pour services rendus (Natexis Banque et AFD)			+2
Participation de l'État aux services d'emprunts à caractère économique (AFD)			-39
Commissariat à l'énergie atomique (BCRD)			-7
Recherche industrielle (BCRD)			-30
Aide extérieure (dons du Trésor)			+11
Participation de la France à divers fonds internationaux			-40

Analyse des principales autorisations de programme

Programmes informatiques	291	387	
Équipement des services	104	114	
Écoles des Mines : investissement	20	6	
Études industrielles, radioprotection et sécurité nucléaire	7	7	
Travaux de sécurité et expropriations sur les sites miniers	9	13	
ADEME et coopération matières premières	39	35	
Agence nationale des fréquences (ANF)	6	1	
PME, commerce et artisanat	6	4	
Actions de développement industriel et régional pour les PMI	87	74	
Normes qualité	9	10	
Reconversions et restructurations industrielles	34	34	
Recherche industrielle (BCRD)	457	236	
Aide extérieure (dons du Trésor)	17	11	
Participation de la France à divers fonds internationaux	985	365	

Équipement, transports, logement, tourisme et mer :**I. Services communs**

Dépenses ordinaires	4.213	4.213	0
(Autorisations de programme)	(79)	(75)	(-4)
Crédits de paiement	58	65	7
Total des crédits	4.271	4.278	+7

(en millions d'euros)

	LFI 2003	PLF 2004	Ecarts
--	----------	----------	--------

Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel			-7
Sécurité routière			+2
Fonctionnement			+2
Subventions aux établissements publics			+3
Ajustement des crédits de paiement aux autorisations de programme engagées			+6

Analyse des principales autorisations de programme

Équipement du ministère	14	14	
Études	7	6	
Subventions d'équipement	58	55	

II. Urbanisme et logement

Dépenses ordinaires	5.403	5.229	-174
(Autorisations de programme)	(2.009)	(1.682)	(-327)
Crédits de paiement	1.920	1.452	-468
Total des crédits	7.323	6.681	-642

Analyse des principaux écarts en crédits

Traitement du saturnisme			+8
Effet en 2004 de l'actualisation 2003 des aides personnelles			+49
Économies sur le barème et la base ressources des aides personnelles			-185
Évolution tendancielle des prestations d'aides personnelles			-57
Dispositifs de solidarité (FSL, ALT)			+11
Logement social (construction, réhabilitation, qualité de service, démolitions, MOUS et OPAH) et aires d'accueil des gens du voyage			-138
Prêt à taux zéro			-255
Aides à l'habitat privé (ANAH)			-66
Urbanisme			-4

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Urbanisme	39	38	
Études et recherche	30	27	
Logement social (construction, réhabilitation, qualité de service, démolitions, MOUS et OPAH) et aires d'accueil des gens du voyage	699	642	
Prêt à taux zéro	778	550	
Fonds de garantie de l'accession sociale (FGAS)	28	25	
Aides à l'habitat privé (ANAH et insalubrité)	436	401	
III. Transports et sécurité routière			
Dépenses ordinaires	6.016	6.527	+511
(Autorisations de programme)	(2.212)	(3.017)	(+805)
Crédits de paiement	2.015	2.680	665
Total des crédits	8.031	9.207	+1.176
Analyse des principaux écarts en crédits			
Budgétisation de la contribution de l'État au désendettement de Réseau ferré de France (RFF), précédemment financée à partir du compte d'affectation spéciale n° 902-24			+800
Budgétisation de la contribution de l'État aux charges de régénération ferroviaire de RFF, précédemment financée à partir du compte n° 902-24			+675
Incidence de la mise à niveau des péages de circulation ferroviaire dus à RFF sur la contribution de l'État aux charges d'infrastructures ferroviaires			-328
Compensation aux régions de la mise à niveau des péages ferroviaires au titre de la circulation des trains express régionaux			+226
Transfert au budget de l'intérieur : intégration sous dotation globale de décentralisation (DGD) de la compensation aux régions au titre du relèvement des péages ferroviaires			-226
Subventions à la réalisation d'infrastructures de transport collectif en site propre (TCSP) et des plans de déplacement urbain (PDU) en province			-38
Concours à l'exploitation des transports collectifs en Île-de-France			-60
Subventions aux régimes de retraite			+102

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Entretien et sécurité du réseau routier	463	465	
Infrastructures de transport	1.462	1.363	
Charges de régénération ferroviaire		900	
Crédits d'études	23	19	
Programmes aéronautiques civils	264	270	
IV. Mer			
Dépenses ordinaires	969	1.027	+58
(Autorisations de programme)	(75)	(57)	(-18)
Crédits de paiement	63	67	4
Total des crédits	1.032	1.094	+62
Analyse des principaux écarts en crédits			
Moyens des services			+2
Flotte de commerce			-1
Subvention à l'ENIM			+56
Ports maritimes et protection du littoral			+6
Analyse des principales autorisations de programme			
Ports maritimes et protection du littoral	50	34	
Sécurité maritime	21	19	
V. Tourisme			
Dépenses ordinaires	64	60	-4
(Autorisations de programme)	(14)	(12)	(-2)
Crédits de paiement	11	10	-1
Total des crédits	75	70	-5
Analyse des principaux écarts en crédits			
Développement territorial de l'économie touristique			-5
Maison de la France			+1

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Développement territorial du tourisme	12	12	
Programmes interrégionaux de développement du tourisme (transférés au budget de l'aménagement du territoire)	2	-	
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales			
Dépenses ordinaires	17.678	10.938	-6.740
(Autorisations de programme)	(2.390)	(2.432)	(+42)
Crédits de paiement	1.981	2.142	161
Total des crédits	19.659	13.080	-6.579
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+76
Pensions			+111
Emplois de proximité			+153
Fonctionnement			+97
Élections			+181
Dotations générales de décentralisation			-5.404
Compensation aux régions des pertes de recettes fiscales			-1.861
Dotations générales de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse			+5
Équipement du ministère de l'intérieur (immobilier, matériels, transmissions, recherche)			+53
Subventions pour travaux d'intérêt local			-117
Dotations globales d'équipement			+199
Dotations régionales et départementales d'équipement scolaire et des collèges			+24

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Immobilier	231	210	
Matériels	75	93	
Informatique et transmissions	153	127	
Dotation globale d'équipement	872	1.021	
Dotation régionale et départementale d'équipement scolaire et des collèges	863	895	
Subventions d'équipement et achèvement d'opérations en cours	56	66	
Subventions pour travaux d'intérêt local	126	9	
Jeunesse, éducation nationale et recherche :			
I. Jeunesse et enseignement scolaire			
Dépenses ordinaires	53.923	55.474	+1.551
(Autorisations de programme)	(141)	(114)	(-27)
Crédits de paiement	84	61	-23
Total des crédits	54.007	55.535	+1.528

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Enseignement public et privé : assistants d'éducation			+359
Enseignement public : ajustement des crédits de rémunérations et de cotisations sociales			+265
Enseignement public : créations, transformations et suppressions d'emplois			+102
Enseignement public : pensions et retraites			+678
Enseignement privé : personnels enseignants et autres crédits			+117
Enseignement privé : réactualisation et ajustement du forfait d'externat			+32
Coût des cotisations chômage pour les aides éducateurs			+50
Crédits pédagogiques : école ouverte et dispositifs relais			+12
Crédits de formation			+10
Contribution employeur pour les contrats emploi solidarité (CES) des EPLE			+41
Réduction des moyens de fonctionnement			-104
Réduction des moyens d'intervention			-41
Intégration de la dotation du Fonds pour le développement de la vie associative (ancien compte d'affectation spéciale n°902-20)			+8
Crédits d'intervention en faveur des collectivités d'outre-mer			+4
Transports scolaires			+3
Moyens des services centraux et déconcentrés			+3
Ajustement des crédits de frais de justice			-5
Autres crédits de fonctionnement et d'intervention			+1
Dépenses en capital			-7

Analyse des principales autorisations de programme

Administration générale et établissements d'enseignement à la charge de l'État	77	85
Subventions d'équipement à caractère éducatif et social	64	29

II. Enseignement supérieur

Dépenses ordinaires	8.157	8.313	+156
(Autorisations de programme)	(916)	(889)	(-27)
Crédits de paiement	670	773	103
Total des crédits	8.827	9.086	+259

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations d'emplois			+1
Mesures catégorielles			+3
Autres crédits de personnel			+76
Subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement supérieur			+54
Œuvres universitaires			+3
Bourses et secours d'études			+18
Équipement			+103
Analyse des principales autorisations de programme			
Construction	347	219	
Maintenance	134	134	
Mise en sécurité	21	117	
Recherche universitaire	414	419	
III. Recherche et nouvelles technologies			
Dépenses ordinaires	4.129	4.175	+46
(Autorisations de programme)	(2.360)	(2.334)	(-26)
Crédits de paiement	2.002	2.067	65
Total des crédits	6.131	6.242	+111
Analyse des principaux écarts en crédits			
Dotations ordinaires des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)			+31
Interventions du ministère			+29
Centre national des études spatiales			+106
Commissariat à l'énergie atomique			-43
Autres établissements publics de recherche à caractère industriel et commercial			-12

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Interventions et études du ministère	415	319	
Soutien de programme des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)	506	506	
Investissement des EPST	268	268	
Commissariat à l'énergie atomique	57	22	
Centre national d'études spatiales (hors recherche duale)	977	1083	
Autres établissements publics de recherche à caractère industriel et commercial	136	136	
Justice			
Dépenses ordinaires	4.734	4.962	+228
(Autorisations de programme)	(707)	(1.050)	(+343)
Crédits de paiement	303	321	18
Total des crédits	5.037	5.283	+246
Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations d'emplois			+75
Autres mesures de personnel			+30
Pensions			+15
Informatique			+2
Fonctionnement des services judiciaires (y compris frais de justice)			+38
Fonctionnement de l'administration pénitentiaire (y compris dépenses de santé des détenus)			+46
Secteurs public et habilité de la protection judiciaire de la jeunesse			+9
Fonctionnement divers (Conseil d'État, CNIL, administration centrale, etc.)			+7
Subventions aux établissements publics et aux budgets annexes			+5
Équipement			+18

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Administration générale	37	11	
Services judiciaires	242	293	
Conseil d'État et juridictions administratives	12	15	
Services pénitentiaires	371	684	
Protection judiciaire de la jeunesse	26	26	
Subventions d'équipement	18	21	
Outre-mer			
Dépenses ordinaires	810	863	+53
(Autorisations de programme)	(417)	(393)	(-24)
Crédits de paiement	275	258	-17
Total des crédits	1.085	1.121	+36
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+1
Fonctionnement			+2
Subventions aux collectivités locales			+5
Dotations globales pour la Nouvelle-Calédonie			+2
Action sociale et culturelle			+42
Subventions d'investissement aux collectivités locales			-17
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement administratif	8	8	
Aide au logement dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte	288	288	
Subventions d'investissement aux collectivités locales	122	98	
Services du Premier ministre :			
I. Services généraux			
Dépenses ordinaires	1.129	1.122	-7
(Autorisations de programme)	(32)	(29)	(-3)
Crédits de paiement	16	32	16
Total des crédits	1.145	1.154	+9

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Fonctionnement et informatique			+11
Établissements publics			+2
Compensation pour exonérations de redevance télévision			-21
Équipement			+16
Autorités administratives indépendantes			-7
Interventions			+9

Analyse des principales autorisations de programme

Secrétariat général du Gouvernement	6	6	
Actions interministérielles	1	5	
Cités administratives	24	18	

II. Secrétariat général de la défense nationale

Dépenses ordinaires	28	30	+2
(Autorisations de programme)	(9)	(18)	(+9)
Crédits de paiement	20	20	0
Total des crédits	48	50	+2

Analyse des principaux écarts en crédits

Dépenses d'informatique, de télématique et de rémunération pour services rendus dans le cadre du programme Rimbaud			+1
Transferts d'emplois au profit du SGDN et de l'IHEDN, en provenance des budgets Défense et Intérieur			+1

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Programme civil de défense	6	7	
Centre de transmissions gouvernemental	1	1	
Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI)	2	2	
Capacités techniques interministérielles	-	8	
III. Conseil économique et social			
Dépenses ordinaires	31	32	+1
(Autorisations de programme)	(1)	(1)	(0)
Crédits de paiement	1	1	0
Total des crédits	32	33	+1
Analyse des principales autorisations de programme			
Rénovation du palais d'Iéna	1	1	
IV. Plan			
Dépenses ordinaires	25	23	-2
(Autorisations de programme)	(1)	(1)	(0)
Crédits de paiement	0	1	1
Total des crédits	25	24	-1
Analyse des principaux écarts en crédits			
Fonctionnement des services			-1
Analyse des principales autorisations de programme			
Recherche en socio-économie	1	1	
V. Aménagement du territoire			
Dépenses ordinaires	73	89	+16
(Autorisations de programme)	(270)	(279)	(+9)
Crédits de paiement	195	184	-11
Total des crédits	268	273	+5

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits			
Rattachement au FNADT des programmes interrégionaux			+8
Subventions du FNADT			+13
Subventions d'équipement du FNADT			-10
Aide à la localisation des activités créatrices d'emplois			-5
Analyse des principales autorisations de programme			
Programmes interrégionaux (rattachés au FNADT)	-	13	
FNADT hors programmes interrégionaux	203	216	
Aides à la localisation des activités créatrices d'emplois	67	50	
Sports			
Dépenses ordinaires	393	388	-5
(Autorisations de programme)	(11)	(10)	(-1)
Crédits de paiement	11	8	-3
Total des crédits	404	396	-8
Analyse des principaux écarts en crédits			
Suppressions d'emplois			-1
Autres crédits de personnel			+3
Fonctionnement des services			+2
Fonctionnement des établissements			+1
Interventions en faveur du sport			-10
Équipement			-3

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecarts
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipements réalisés par l'État	6	5	
Subventions d'équipement des collectivités	5	5	
Travail, santé et solidarité :			
I. Travail			
Dépenses ordinaires	15.667	32.225	+16.558
(Autorisations de programme)	(99)	(88)	(-11)
Crédits de paiement	57	92	35
Total des crédits	15.724	32.317	+16.593

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)	
	LFI 2003	PLF 2004
		Ecart
Analyse des principaux écarts en crédits		
Personnel et fonctionnement (hors subventions aux établissements publics)		+7
Subvention à l'ANPE		-3
Crédits décentralisés de la formation professionnelle		+437
Financement de l'apprentissage		-474
Contrats de qualification		-69
Dépenses de fonctionnement de la formation professionnelle (hors VAE)		-3
Validation des acquis de l'expérience professionnelle (VAE)		+4
Actions de formation : rémunérations		+22
Subvention à l'AFPA		-1
Emplois-jeunes		-1.172
Stages pour chômeurs de longue durée et cadres demandeurs d'emploi		-141
Contrats initiative emploi		+38
Contrats emplois-solidarité, emplois consolidés et emplois-ville		+115
RMA		+20
Aide aux structures d'insertion par l'économique		+2
Programme TRACE (Trajet d'accès à l'emploi) et bourses d'accès à l'emploi		-21
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprises		+216
Programme CIVIS		+94
Reclassement des travailleurs handicapés		+115
Exonérations de cotisations (zones de revitalisation rurale et redynamisation urbaine, zones franches urbaines, zone franche Corse, DOM, hôtels-café-restaurants)		+217
Budgétisation du FOREC		+17.100
Actions de promotion de l'emploi		+12
AS-FNE		-65
CATS		+33
Pré-retraites progressives		-72
Conventions sociales de la sidérurgie		-5
Allocation spécifique pour privation partielle d'emploi		-2
Fonds de solidarité		+118

(en millions d'euros)

LFI 2003	PLF 2004	Ecarts
----------	----------	--------

Analyse des principales autorisations de programme

Équipement administratif	11	10	
Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale	15	15	
Formation professionnelle des adultes	60	51	
ANPE	13	13	

II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité

Dépenses ordinaires	15.414	11.124	-4.290
(Autorisations de programme)	(103)	(42)	(-61)
Crédits de paiement	64	54	-10
Total des crédits	15.478	11.178	-4.300

Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel et pensions	+6
Fonctionnement des services	+3
Établissements nationaux à caractère sanitaire et social	+20
Formation et bourses des professions médicales et paramédicales	+3
Formation et bourses des professions sanitaires et sociales	+12
Actions relatives à la santé publique et à la sécurité sanitaire	+17
Actions en faveur des réfugiés et des populations migrantes	+8
Dépenses d'aide sociale	-21
Revenu minimum d'insertion	-4.460
Revenu de solidarité dans les DOM	-40
Allocation de parent isolé	-35
Couverture maladie universelle complémentaire	-23
Allocation aux adultes handicapés	+135
Tutelle et curatelle	+21
Fonds spécial d'invalidité	+8
Centres d'aide par le travail	+30
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	+9
Actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées	+12
Action sociale d'intégration et de lutte contre l'exclusion	+3
Subventions d'équipement sanitaire et social	+5

P.L.F. 2004

	(en millions d'euros)		
	LFI 2003	PLF 2004	Ecart
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement sanitaire et social	31	11	
Subventions d'équipement	72	31	
III. Ville et rénovation urbaine			
Dépenses ordinaires	274	234	-40
(Autorisations de programme)	(240)	(265)	(+25)
Crédits de paiement	96	110	14
Total des crédits	370	344	-26

Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement	-2
Contrats de ville et autres opérations déconcentrées (Interventions)	-8
Soutien aux grands projets	-11
Interventions du Fonds de revitalisation économique	-19
Contrats de ville et programme de rénovation urbaine (crédits d'équipement)	+13

Analyse des principales autorisations de programme

Contrats de ville et autres opérations déconcentrées	85	50
Grands projets urbains	155	215

1. Évolution des crédits par ministère (tableau annexe)

Ministère	(DO + CP ; en millions €)			PLF 2004
	LFI 2003 (1)	PLF 2004 à périmètre constant (2)	Évol. en % (2)/(1)	
Affaires étrangères	4.117	4.221	+2,5	4.221
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	5.180	5.135	-0,9	4.975
Anciens combattants	3.499	3.390	-3,1	3.390
Charges communes	53.891	53.850	-0,1	53.593
Culture et communication	2.497	2.631	+5,4	2.632
Écologie et développement durable	768	773	+0,6	856
Économie, finances et industrie	14.921	14.954	+0,2	14.981
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :				
<i>I. Services communs</i>	4.271	4.274	+0,1	4.278
<i>II. Urbanisme et logement</i>	7.323	6.681	-8,8	6.681
<i>III. Transports et sécurité routière</i>	8.031	7.732	-3,7	9.207

P.L.F. 2004
Analyse et tableaux annexes

IV. Mer	1.032	1.094	+6,0	1.094
V. Tourisme	75	70	-6,9	70
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	19.659	20.817	+5,9	13.080
Jeunesse, éducation nationale et recherche :				
I. Jeunesse et enseignement scolaire	54.007	55.512	+2,8	55.535
II. Enseignement supérieur	8.827	9.086	+2,9	9.086
III. Recherche et nouvelles technologies	6.131	6.242	+1,8	6.242
Justice	5.037	5.283	+4,9	5.283
Outre-mer	1.085	1.121	+3,3	1.121
Services du Premier ministre :				
I. Services généraux	1.145	1.154	+0,9	1.154
II. Secrétariat général de la défense nationale	48	50	+3,8	50
III. Conseil économique et social	32	33	+1,4	33
IV. Plan	25	24	-5,0	24
V. Aménagement du territoire	268	273	+1,9	273
Sports	404	396	-2,0	396
Travail, santé et solidarité :				
I. Travail	15.724	15.217	-3,2	32.317
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	15.478	16.125	+4,2	11.178
III. Ville et rénovation urbaine	370	344	-7,0	344
Total pour les budgets civils	233.848	236.483	+1,1	242.094
Défense	39.964	41.436	+3,7	41.565
Total pour le budget général	273.812	277.919	+1,5	283.659
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-1.071	-313	n.s.	-313
Total des charges nettes	272.741	277.606	+1,8	283.346

**2. Comparaison, par titre et par ministère,
pour les dépenses ordinaires,
des crédits prévus pour 2004
à ceux ouverts en 2003
(tableaux annexes)**

Titre I Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Ministères ou services	2003	2004		Total	Différence 2003/2004
		Services votés	Mesures nouvelles		
Affaires étrangères					
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales					
Anciens combattants					
Charges communes	104.163.590.000	101.514.570.000	4.080.000.000	105.594.570.000	+1.430.980.000
Culture et communication					
Écologie et développement durable					
Économie, finances et industrie					
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :					
I. Services communs					
II. Urbanisme et logement					
III. Transports et sécurité routière					
IV. Mer					
V. Tourisme					
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales					

P.L.F. 2004

*Jeunesse, éducation nationale et
recherche :*

- I. Jeunesse et enseignement scolaire
- II. Enseignement supérieur
- III. Recherche et nouvelles technologies

Justice

Outre-mer

Services du Premier ministre :

- I. Services généraux
- II. Secrétariat général de la défense nationale
- III. Conseil économique et social
- IV. Plan
- V. Aménagement du territoire

Sports

Travail, santé et solidarité :

- I. Travail
- II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité
- III. Ville et rénovation urbaine

Total général	104.163.590.000	101.514.570.000	4.080.000.000	105.594.570.000	+1.430.980.000
----------------------	------------------------	------------------------	----------------------	------------------------	-----------------------

Titre II Pouvoirs publics

Ministères ou services	2003	2004			Différence 2003/2004
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères					
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales					
Anciens combattants					
Charges communes	810.693.524	810.693.524	14.198.217	824.891.741	+14.198.217
Culture et communication					
Écologie et développement durable					
Économie, finances et industrie					
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :					
I. Services communs					
II. Urbanisme et logement					
III. Transports et sécurité routière					
IV. Mer					
V. Tourisme					
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales					
Jeunesse, éducation nationale et recherche :					
I. Jeunesse et enseignement scolaire					
II. Enseignement supérieur					
III. Recherche et nouvelles technologies					
Justice					
Outre-mer					
Services du Premier ministre :					
I. Services généraux					
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan					
V. Aménagement du territoire					
Sports					
Travail, santé et solidarité :					
I. Travail					
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité					
III. Ville et rénovation urbaine					
Total général	810.693.524	810.693.524	14.198.217	824.891.741	+14.198.217

P.L.F. 2004

Titre III Moyens des services

Ministères ou services	2003	2004			Différence 2003/2004
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	1.541.110.346	1.516.834.425	-12.234.465	1.504.599.960	-36.510.386
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	1.946.225.177	1.979.372.408	572.267.219	2.551.639.627	+605.414.450
Anciens combattants	44.301.085	44.301.085	40.532	44.341.617	+40.532
Charges communes	11.076.755.456	11.737.169.764	-500.734.960	11.236.434.804	+159.679.348
Culture et communication	1.309.932.255	1.313.839.291	78.159.930	1.391.999.221	+82.066.966
Écologie et développement durable	255.238.845	256.032.237	32.451.259	288.483.496	+33.244.651
Économie, finances et industrie	10.971.537.082	10.996.644.713	38.619.003	11.035.263.716	+63.726.634
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :					
I. Services communs	4.212.255.333	4.230.326.535	-17.969.679	4.212.356.856	+101.523
II. Urbanisme et logement	13.574.996	13.574.996	8.133.810	21.708.806	+8.133.810
III. Transports et sécurité routière	211.307.900	211.306.800	261.100	211.567.900	+260.000
IV. Mer	116.981.660	117.427.579	3.020.506	120.448.085	+3.466.425
V. Tourisme	22.457.686	22.535.193	-804.783	21.730.410	-727.276
Total	4.576.577.575	4.595.171.103	-7.359.046	4.587.812.057	+11.234.482
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	9.334.843.275	9.663.366.605	290.139.228	9.953.505.833	+618.662.558
Jeunesse, éducation nationale et recherche :					
I. Jeunesse et enseignement scolaire	46.405.899.244	47.353.770.454	464.177.885	47.817.948.339	+1.412.049.095
II. Enseignement supérieur	6.814.564.959	6.885.860.940	62.323.655	6.948.184.595	+133.619.636
III. Recherche et nouvelles technologies	2.885.849.859	2.885.849.859	31.494.780	2.917.344.639	+31.494.780
Justice	4.412.589.999	4.453.872.351	189.601.472	4.643.473.823	+230.883.824
Outre-mer	178.924.523	179.795.302	2.008.725	181.804.027	+2.879.504
Services du Premier ministre :					
I. Services généraux	574.080.813	565.511.407	16.475.140	581.986.547	+7.905.734
II. Secrétariat général de la défense nationale	28.041.563	28.076.847	1.907.928	29.984.775	+1.943.212
III. Conseil économique et social	31.189.735	31.140.738	591.862	31.732.600	+542.865
IV. Plan	15.589.777	15.638.056	-764.312	14.873.744	-716.033
V. Aménagement du territoire	13.501.094	13.537.966	-342.966	13.195.000	-306.094
Sports	300.590.980	301.838.742	3.728.104	305.566.846	+4.975.866
Travail, santé et solidarité :					
I. Travail	1.805.431.723	1.801.872.304	14.335.811	1.816.208.115	+10.776.392
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	1.055.281.975	1.057.736.314	215.508.858	1.273.245.172	+217.963.197
III. Ville et rénovation urbaine	14.000.000	14.000.000	-2.230.000	11.770.000	-2.230.000
Total général	105.592.057.340	107.691.232.911	1.490.165.642	109.181.398.553	+3.589.341.213

Titre IV Interventions publiques

Ministères ou services	2003	2004			Différence 2003/2004
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	1.780.148.400	1.777.316.000	30.021.053	1.807.337.053	+27.188.653
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	3.010.635.946	2.990.618.046	-770.984.379	2.219.633.667	-791.002.279
Anciens combattants	3.454.869.500	3.320.247.000	25.417.000	3.345.664.000	-109.205.500
Charges communes	3.240.729.500	3.081.833.500	-681.183.500	2.400.650.000	-840.079.500
Culture et communication	865.828.289	860.616.889	-43.129.284	817.487.605	-48.340.684
Écologie et développement durable	362.359.264	362.231.664	11.409.798	373.641.462	+11.282.198
Économie, finances et industrie	2.476.419.816	2.437.006.116	33.512.617	2.470.518.733	-5.901.083
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :					
I. Services communs	1.192.776	1.192.776	-84.800	1.107.976	-84.800
II. Urbanisme et logement	5.389.693.963	5.438.522.463	-231.178.768	5.207.343.695	-182.350.268
III. Transports et sécurité routière	5.805.112.378	5.805.059.878	510.755.318	6.315.815.196	+510.702.818
IV. Mer	852.064.600	851.864.600	54.285.400	906.150.000	+54.085.400
V. Tourisme	41.686.400	41.275.000	-3.445.000	37.830.000	-3.856.400
Total	12.089.750.117	12.137.914.717	330.332.150	12.468.246.867	+378.496.750
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	8.343.361.090	8.343.085.790	-7.358.111.147	984.974.643	-7.358.386.447
Jeunesse, éducation nationale et recherche :					
I. Jeunesse et enseignement scolaire	7.517.331.745	7.521.203.345	135.185.403	7.656.388.748	+139.057.003
II. Enseignement supérieur	1.342.845.086	1.353.755.410	11.238.456	1.364.993.866	+22.148.780
III. Recherche et nouvelles technologies	1.243.604.390	1.261.773.950	-4.599.969	1.257.173.981	+13.569.591
Justice	321.478.060	312.682.460	5.425.867	318.108.327	-3.369.733
Outre-mer	630.680.191	630.638.191	50.462.986	681.101.177	+50.420.986
Services du Premier ministre :					
I. Services généraux	554.543.282	554.463.282	-14.273.406	540.189.876	-14.353.406
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan	9.006.546	8.446.546	"	8.446.546	-560.000
V. Aménagement du territoire	59.140.000	59.100.000	16.609.352	75.709.352	+16.569.352
Sports	92.028.891	85.170.691	-2.891.800	82.278.891	-9.750.000
Travail, santé et solidarité :					
I. Travail	13.861.983.378	13.846.258.678	16.562.609.610	30.408.868.288	+16.546.884.910
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	14.359.066.969	14.354.532.708	-4.504.027.350	9.850.505.358	-4.508.561.611
III. Ville et rénovation urbaine	259.617.963	259.429.163	-36.964.877	222.464.286	-37.153.677
Total général	75.875.428.423	75.558.324.146	3.796.058.580	79.354.382.726	+3.478.954.303

Récapitulation générale des dépenses ordinaires

Ministères ou services	2003	2004			Différence 2003/2004
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	3.321.258.746	3.294.150.425	17.786.588	3.311.937.013	-9.321.733
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	4.956.861.123	4.969.990.454	-198.717.160	4.771.273.294	-185.587.829
Anciens combattants	3.499.170.585	3.364.548.085	25.457.532	3.390.005.617	-109.164.968
Charges communes	119.291.768.480	117.144.266.788	2.912.279.757	120.056.546.545	+764.778.065
Culture et communication	2.175.760.544	2.174.456.180	35.030.646	2.209.486.826	+33.726.282
Écologie et développement durable	617.598.109	618.263.901	43.861.057	662.124.958	+44.526.849
Économie, finances et industrie	13.447.956.898	13.433.650.829	72.131.620	13.505.782.449	+57.825.551
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :					
I. Services communs	4.213.448.109	4.231.519.311	-18.054.479	4.213.464.832	+16.723
II. Urbanisme et logement	5.403.268.959	5.452.097.459	-223.044.958	5.229.052.501	-174.216.458
III. Transports et sécurité routière	6.016.420.278	6.016.366.678	511.016.418	6.527.383.096	+510.962.818
IV. Mer	969.046.260	969.292.179	57.305.906	1.026.598.085	+57.551.825
V. Tourisme	64.144.086	63.810.193	-4.249.783	59.560.410	-4.583.676
Total	16.666.327.692	16.733.085.820	322.973.104	17.056.058.924	+389.731.232
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	17.678.204.365	18.006.452.395	-7.067.971.919	10.938.480.476	-6.739.723.889
Jeunesse, éducation nationale et recherche :					
I. Jeunesse et enseignement scolaire	53.923.230.989	54.874.973.799	599.363.288	55.474.337.087	+1.551.106.098
II. Enseignement supérieur	8.157.410.045	8.239.616.350	73.562.111	8.313.178.461	+155.768.416
III. Recherche et nouvelles technologies	4.129.454.249	4.147.623.809	26.894.811	4.174.518.620	+45.064.371
Justice	4.734.068.059	4.766.554.811	195.027.339	4.961.582.150	+227.514.091
Outre-mer	809.604.714	810.433.493	52.471.711	862.905.204	+53.300.490
Services du Premier ministre :					
I. Services généraux	1.128.624.095	1.119.974.689	2.201.734	1.122.176.423	-6.447.672
II. Secrétariat général de la défense nationale	28.041.563	28.076.847	1.907.928	29.984.775	+1.943.212
III. Conseil économique et social	31.189.735	31.140.738	591.862	31.732.600	+542.865
IV. Plan	24.596.323	24.084.602	-764.312	23.320.290	-1.276.033
V. Aménagement du territoire	72.641.094	72.637.966	16.266.386	88.904.352	+16.263.258
Sports	392.619.871	387.009.433	836.304	387.845.737	-4.774.134
Travail, santé et solidarité :					
I. Travail	15.667.415.101	15.648.130.982	16.576.945.421	32.225.076.403	+16.557.661.302
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	15.414.348.944	15.412.269.022	-4.288.518.492	11.123.750.530	-4.290.598.414
III. Ville et rénovation urbaine	273.617.963	273.429.163	-39.194.877	234.234.286	-39.383.677
Total général	286.441.769.287	285.574.820.581	9.380.422.439	294.955.243.020	+8.513.473.733

3. Comparaison, par titre et par ministère, des autorisations de programme et crédits de paiement prévus pour 2004 à ceux ouverts en 2003 (tableaux annexes)

Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2003	2004
Affaires étrangères	58.811.000	45.000.000
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	15.626.000	14.840.000
Anciens combattants		

P.L.F. 2004
Analyse et tableaux annexes

Charges communes		
Culture et communication	290.611.000	265.807.000
Écologie et développement durable	45.790.000	45.800.000
Économie, finances et industrie	410.384.000	521.030.000
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :		
I. Services communs	20.563.000	19.813.000
II. Urbanisme et logement	32.189.000	30.499.000
III. Transports et sécurité routière	1.467.995.000	1.510.936.000
IV. Mer	61.297.000	48.634.000
V. Tourisme		
Total	1.582.044.000	1.609.882.000
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	459.711.000	429.550.000
Jeunesse, éducation nationale et recherche :		
I. Jeunesse et enseignement scolaire	76.729.000	84.570.000
II. Enseignement supérieur	183.878.000	106.134.000
III. Recherche et nouvelles technologies	1.220.000	1.220.000
Justice	688.550.000	1.029.215.000
Outre-mer	8.970.000	10.750.000
Services du Premier ministre :		
I. Services généraux	31.792.000	29.400.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	9.495.000	17.972.000
III. Conseil économique et social	1.000.000	900.000
IV. Plan		
V. Aménagement du territoire		
Sports	5.422.000	5.000.000
Travail, santé et solidarité :		
I. Travail	11.390.000	10.000.000
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	31.215.000	11.215.000
III. Ville et rénovation urbaine	"	"
Total général	3.912.638.000	4.238.285.000

P.L.F. 2004

Crédits de paiement			
2003	2004		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
46.811.000	23.148.000	18.852.000	42.000.000
12.915.000	7.969.000	4.452.000	12.421.000
55.018.000	158.629.000	45.283.000	203.912.000
28.715.000	15.476.000	15.774.000	31.250.000
298.333.000	262.955.000	137.184.000	400.139.000
<i>5.243.000</i>	<i>7.312.000</i>	<i>6.921.000</i>	<i>14.233.000</i>
<i>30.209.000</i>	<i>14.841.000</i>	<i>12.420.000</i>	<i>27.261.000</i>
<i>1.374.373.000</i>	<i>731.560.000</i>	<i>689.638.000</i>	<i>1.421.198.000</i>
<i>57.464.000</i>	<i>43.918.000</i>	<i>14.957.000</i>	<i>58.875.000</i>
1.467.289.000	797.631.000	723.936.000	1.521.567.000
325.839.000	233.453.000	145.497.000	378.950.000
44.114.000	27.966.000	11.972.000	39.938.000
30.889.000	17.000.000	11.873.000	28.873.000
1.220.000	610.000	610.000	1.220.000
300.220.000	243.881.000	69.634.000	313.515.000
6.219.000	2.299.000	4.570.000	6.869.000
16.000.000	20.799.000	11.421.000	32.220.000
20.247.000	10.293.000	9.870.000	20.163.000
1.000.000	"	900.000	900.000
6.086.000	3.100.000	1.250.000	4.350.000
3.000.000	5.500.000	3.000.000	8.500.000
12.915.000	9.481.000	3.454.000	12.935.000
"	"	"	"
2.676.830.000	1.840.190.000	1.219.532.000	3.059.722.000

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2003	2004
Affaires étrangères	384.791.000	344.390.000
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	230.963.000	322.058.000
Anciens combattants		
Charges communes	151.000.000	151.000.000
Culture et communication	276.918.000	301.389.000
Écologie et développement durable	327.026.000	298.325.000
Économie, finances et industrie	1.730.741.000	846.186.000
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :		
I. Services communs	58.445.000	54.701.000
II. Urbanisme et logement	1.977.116.000	1.651.910.000
III. Transports et sécurité routière	743.715.000	1.506.102.000
IV. Mer	13.278.000	8.055.000
V. Tourisme	14.405.000	12.025.000
Total	2.806.959.000	3.232.793.000
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	1.929.982.000	2.002.909.000
Jeunesse, éducation nationale et recherche :		
I. Jeunesse et enseignement scolaire	64.078.000	29.030.000
II. Enseignement supérieur	732.184.000	783.242.000
III. Recherche et nouvelles technologies	2.358.310.000	2.333.125.000
Justice	18.000.000	20.500.000
Outre-mer	407.893.000	382.132.000
Services du Premier ministre :		
I. Services généraux	"	"
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan	958.000	908.000
V. Aménagement du territoire	270.000.000	278.823.000
Sports	5.408.000	5.000.000
Travail, santé et solidarité :		
I. Travail	87.140.000	78.140.000
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	71.662.000	31.189.000
III. Ville et rénovation urbaine	240.000.000	265.000.000
Total général	12.094.013.000	11.706.139.000

P.L.F. 2004

Crédits de paiement			
2003	2004		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
749.391.000	814.624.000	52.766.000	867.390.000
210.316.000	111.270.000	80.471.000	191.741.000
151.000.000	133.000.000	18.000.000	151.000.000
266.022.000	55.857.000	163.125.000	218.982.000
121.993.000	80.223.000	82.542.000	162.765.000
1.174.917.000	893.356.000	181.459.000	1.074.815.000
<i>52.634.000</i>	<i>3.353.000</i>	<i>46.545.000</i>	<i>49.898.000</i>
<i>1.889.530.000</i>	<i>913.762.000</i>	<i>510.803.000</i>	<i>1.424.565.000</i>
<i>640.504.000</i>	<i>281.963.000</i>	<i>976.031.000</i>	<i>1.257.994.000</i>
<i>5.675.000</i>	<i>4.525.000</i>	<i>4.005.000</i>	<i>8.530.000</i>
<i>11.150.000</i>	<i>7.549.000</i>	<i>3.001.000</i>	<i>10.550.000</i>
2.599.493.000	1.211.152.000	1.540.385.000	2.751.537.000
1.655.178.000	833.148.000	929.449.000	1.762.597.000
40.101.000	11.804.000	9.258.000	21.062.000
639.017.000	307.200.000	436.559.000	743.759.000
1.999.885.000	207.902.000	1.857.951.000	2.065.853.000
2.800.000	5.500.000	2.500.000	8.000.000
269.435.000	142.380.000	109.170.000	251.550.000
"	"	"	"
783.000	329.000	454.000	783.000
195.000.000	136.000.000	47.863.000	183.863.000
5.064.000	2.400.000	1.250.000	3.650.000
53.704.000	46.500.000	36.770.000	83.270.000
51.028.000	40.000.000	1.000.000	41.000.000
96.690.000	57.000.000	53.000.000	110.000.000
10.281.817.000	5.089.645.000	5.603.972.000	10.693.617.000

Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2003	2004
Affaires étrangères		
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales		
Anciens combattants		
Charges communes		
Culture et communication		
Écologie et développement durable		
Économie, finances et industrie		
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :		
I. Services communs		
II. Urbanisme et logement		
III. Transports et sécurité routière		
IV. Mer		
V. Tourisme		
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales		
Jeunesse, éducation nationale et recherche :		
I. Jeunesse et enseignement scolaire		
II. Enseignement supérieur		
III. Recherche et nouvelles technologies		
Justice		
Outre-mer		
Services du Premier ministre :		
I. Services généraux		
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan		
V. Aménagement du territoire		
Sports		
Travail, santé et solidarité :		
I. Travail		
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité		
III. Ville et rénovation urbaine		
Total général		

P.L.F. 2004



Crédits de paiement			
2003	2004		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total



Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2003	2004
Affaires étrangères	443.602.000	389.390.000
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	246.589.000	336.898.000
Anciens combattants		
Charges communes	151.000.000	151.000.000
Culture et communication	567.529.000	567.196.000
Écologie et développement durable	372.816.000	344.125.000
Économie, finances et industrie	2.141.125.000	1.367.216.000
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :		
I. Services communs	79.008.000	74.514.000
II. Urbanisme et logement	2.009.305.000	1.682.409.000
III. Transports et sécurité routière	2.211.710.000	3.017.038.000
IV. Mer	74.575.000	56.689.000
V. Tourisme	14.405.000	12.025.000
Total	4.389.003.000	4.842.675.000
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	2.389.693.000	2.432.459.000
Jeunesse, éducation nationale et recherche :		
I. Jeunesse et enseignement scolaire	140.807.000	113.600.000
II. Enseignement supérieur	916.062.000	889.376.000
III. Recherche et nouvelles technologies	2.359.530.000	2.334.345.000
Justice	706.550.000	1.049.715.000
Outre-mer	416.863.000	392.882.000
Services du Premier ministre :		
I. Services généraux	31.792.000	29.400.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	9.495.000	17.972.000
III. Conseil économique et social	1.000.000	900.000
IV. Plan	958.000	908.000
V. Aménagement du territoire	270.000.000	278.823.000
Sports	10.830.000	10.000.000
Travail, santé et solidarité :		
I. Travail	98.530.000	88.140.000
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	102.877.000	42.404.000
III. Ville et rénovation urbaine	240.000.000	265.000.000
Total général	16.006.651.000	15.944.424.000

P.L.F. 2004

Crédits de paiement			
2003	2004		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
796.202.000	837.772.000	71.618.000	909.390.000
223.231.000	119.239.000	84.923.000	204.162.000
151.000.000	133.000.000	18.000.000	151.000.000
321.040.000	214.486.000	208.408.000	422.894.000
150.708.000	95.699.000	98.316.000	194.015.000
1.473.250.000	1.156.311.000	318.643.000	1.474.954.000
<i>57.877.000</i>	<i>10.665.000</i>	<i>53.466.000</i>	<i>64.131.000</i>
<i>1.919.739.000</i>	<i>928.603.000</i>	<i>523.223.000</i>	<i>1.451.826.000</i>
<i>2.014.877.000</i>	<i>1.013.523.000</i>	<i>1.665.669.000</i>	<i>2.679.192.000</i>
<i>63.139.000</i>	<i>48.443.000</i>	<i>18.962.000</i>	<i>67.405.000</i>
<i>11.150.000</i>	<i>7.549.000</i>	<i>3.001.000</i>	<i>10.550.000</i>
4.066.782.000	2.008.783.000	2.264.321.000	4.273.104.000
1.981.017.000	1.066.601.000	1.074.946.000	2.141.547.000
84.215.000	39.770.000	21.230.000	61.000.000
669.906.000	324.200.000	448.432.000	772.632.000
2.001.105.000	208.512.000	1.858.561.000	2.067.073.000
303.020.000	249.381.000	72.134.000	321.515.000
275.654.000	144.679.000	113.740.000	258.419.000
16.000.000	20.799.000	11.421.000	32.220.000
20.247.000	10.293.000	9.870.000	20.163.000
1.000.000	"	900.000	900.000
783.000	329.000	454.000	783.000
195.000.000	136.000.000	47.863.000	183.863.000
11.150.000	5.500.000	2.500.000	8.000.000
56.704.000	52.000.000	39.770.000	91.770.000
63.943.000	49.481.000	4.454.000	53.935.000
96.690.000	57.000.000	53.000.000	110.000.000
12.958.647.000	6.929.835.000	6.823.504.000	13.753.339.000

4. Échéancier prévu des ouvertures de crédits de paiement en regard des autorisations de programme anciennes et nouvelles (tableaux annexes)

Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2003	Crédits de paiement		
		2003 et années antérieures	2004	2005
Affaires étrangères	664.306	508.210	23.148	22.601
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	125.879	98.225	7.969	4.688
Anciens combattants				
Charges communes				
Culture et communication	3.170.528	2.187.522	158.629	249.259
Écologie et développement durable	525.013	391.512	15.476	58.971
Économie, finances et industrie	2.799.931	2.033.764	262.955	149.525
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :				

P.L.F. 2004
Analyse et tableaux annexes

<i>I. Services communs</i>	371.907	303.558	7.312	21.652
<i>II. Urbanisme et logement</i>	782.765	708.338	14.841	19.862
<i>III. Transports et sécurité routière</i>	35.701.502	31.890.808	731.560	326.860
<i>IV. Mer</i>	752.057	545.120	43.918	56.610
<i>V. Tourisme</i>				
Total	37.608.231	33.447.824	797.631	424.984
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	2.547.465	1.700.777	233.453	161.468
<i>Jeunesse, éducation nationale et recherche :</i>				
I. Jeunesse et enseignement scolaire	542.125	423.811	27.966	29.815
II. Enseignement supérieur	2.229.875	1.636.642	17.000	86.435
III. Recherche et nouvelles technologies	5.359	3.527	610	403
Justice	3.475.289	1.854.604	243.881	435.266
Outre-mer	76.963	60.419	2.299	4.748
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	371.819	272.173	20.799	38.760
II. Secrétariat général de la défense nationale	66.293	49.003	10.293	2.332
III. Conseil économique et social	2.693	2.693	"	"
IV. Plan				
V. Aménagement du territoire				
Sports	67.487	54.673	3.100	3.238
<i>Travail, santé et solidarité :</i>				
I. Travail	73.182	43.480	5.500	24.202
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	152.251	105.260	9.481	11.253
III. Ville et rénovation urbaine	1.159	1.408	"	-249
Total général	54.505.848	44.875.527	1.840.190	1.707.699

P.L.F. 2004

correspondants		Autorisations de programme de 2004		Crédits de paiement correspondants				(en milliers d'euros)
2006	2007 et ultérieurement			2004	2005	2006	2007 et ultérieurement	
22.601	87.746	45.000		18.852	13.500	12.648	"	
7.498	7.499	14.840		4.452	5.936	4.452	"	
279.285	295.833	265.807		45.283	54.828	79.164	86.532	
47.740	11.314	45.800		15.774	22.550	7.376	100	
107.939	245.748	521.030		137.184	217.616	130.664	35.566	
<i>21.651</i>	<i>17.734</i>	<i>19.813</i>		<i>6.921</i>	<i>9.315</i>	<i>3.577</i>	"	
<i>19.862</i>	<i>19.862</i>	<i>30.499</i>		<i>12.420</i>	<i>14.710</i>	<i>3.369</i>	"	
<i>86.914</i>	<i>2.665.360</i>	<i>1.510.936</i>		<i>689.638</i>	<i>473.490</i>	<i>315.566</i>	32.242	
<i>53.482</i>	<i>52.927</i>	<i>48.634</i>		<i>14.957</i>	<i>17.292</i>	<i>16.385</i>	"	
181.909	2.755.883	1.609.882		723.936	514.807	338.897	32.242	
161.468	290.299	429.550		145.497	74.506	74.506	135.041	
30.718	29.815	84.570		11.972	29.039	32.669	10.890	
115.247	374.551	106.134		11.873	14.139	18.852	61.270	
403	416	1.220		610	610	"	"	
350.825	590.713	1.029.215		69.634	203.566	236.750	519.265	
4.748	4.749	10.750		4.570	6.180	"	"	
27.909	12.178	29.400		11.421	8.031	6.352	3.596	
2.332	2.333	17.972		9.870	8.102	"	"	
"	"	900		900	"	"	"	
3.238	3.238	5.000		1.250	1.750	2.000	"	
"	"	10.000		3.000	4.000	3.000	"	
15.004	11.253	11.215		3.454	2.328	3.105	2.328	
"	"	"		"	"	"	"	
1.358.864	4.723.568	4.238.285		1.219.532	1.181.488	950.435	886.830	

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2003	Crédits de paiement		
		2003 et années antérieures	2004	2005
Affaires étrangères	13.766.662	6.978.847	814.624	852.541
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	3.405.321	2.124.977	111.270	65.988
Anciens combattants				
Charges communes	3.328.349	486.385	133.000	940.543
Culture et communication	1.808.911	1.342.690	55.857	144.028
Écologie et développement durable	1.952.181	893.671	80.223	489.144
Économie, finances et industrie	10.850.069	7.866.987	893.356	813.379
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :				
I. Services communs	307.500	260.625	3.353	22.750
II. Urbanisme et logement	14.450.703	11.250.306	913.762	762.212
III. Transports et sécurité routière	5.642.137	4.415.612	281.963	232.093
IV. Mer	84.141	61.250	4.525	9.189
V. Tourisme	118.244	48.409	7.549	18.686
Total	20.602.725	16.036.202	1.211.152	1.044.930
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	15.938.627	11.302.331	833.148	377.657
Jeunesse, éducation nationale et recherche :				
I. Jeunesse et enseignement scolaire	311.249	243.771	11.804	30.367
II. Enseignement supérieur	2.966.849	2.002.082	307.200	186.353
III. Recherche et nouvelles technologies	12.482.818	10.942.138	207.902	304.523
Justice	26.968	6.268	5.500	3.400
Outre-mer	2.987.133	1.712.181	142.380	377.523
Services du Premier ministre :				
I. Services généraux	224.832	224.832	"	"
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan	3.366	2.495	329	271
V. Aménagement du territoire	1.708.346	854.609	136.000	186.780
Sports	34.913	16.330	2.400	5.394
Travail, santé et solidarité :				
I. Travail	618.138	457.670	46.500	110.838
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	998.472	411.188	40.000	109.457
III. Ville et rénovation urbaine	977.984	365.164	57.000	166.746
Total général	94.993.913	64.270.818	5.089.645	6.209.862

P.L.F. 2004

correspondants		Autorisations de programme de 2004		Crédits de paiement correspondants			
2006	2007 et ultérieurement			2004	2005	2006	2007 et ultérieurement
916.000	4.204.650	344.390		52.766	98.924	105.000	87.700
551.545	551.541	322.058		80.471	122.423	119.164	"
898.800	869.621	151.000		18.000	66.500	53.200	13.300
130.043	136.293	301.389		163.125	60.373	51.519	26.372
454.950	34.193	298.325		82.542	129.397	65.922	20.464
442.222	834.125	846.186		181.459	247.455	145.285	271.987
20.772	"	54.701		46.545	7.756	400	"
762.212	762.211	1.651.910		510.803	552.566	218.556	369.985
50.000	662.469	1.506.102		976.031	378.135	151.936	"
9.177	"	8.055		4.005	4.050	"	"
18.686	24.914	12.025		3.001	4.209	4.815	"
860.847	1.449.594	3.232.793		1.540.385	946.716	375.707	369.985
42.107	3.383.384	2.002.909		929.449	680.106	353.787	39.567
25.307	"	29.030		9.258	11.863	7.909	"
171.070	300.144	783.242		436.559	145.947	107.991	92.745
301.524	726.731	2.333.125		1.857.951	229.620	193.596	51.958
4.375	7.425	20.500		2.500	3.700	4.500	9.800
377.523	377.526	382.132		109.170	164.353	96.209	12.400
"	"	"		"	"	"	"
271	"	908		454	454	"	"
186.780	344.177	278.823		47.863	53.530	59.830	117.600
5.394	5.395	5.000		1.250	1.750	2.000	"
3.130	"	78.140		36.770	19.130	19.130	3.110
164.186	273.641	31.189		1.000	6.038	9.057	15.094
166.746	222.328	265.000		53.000	39.750	39.750	132.500
5.702.820	13.720.768	11.706.139		5.603.972	3.028.029	1.809.556	1.264.582

Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2003	Crédits de paiement		
		2003 et années antérieures	2004	2005
Affaires étrangères				
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales				
Anciens combattants				
Charges communes				
Culture et communication				
Écologie et développement durable				
Économie, finances et industrie				
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :				
I. Services communs	2.798	3.085		-287
II. Urbanisme et logement				
III. Transports et sécurité routière				
IV. Mer				
V. Tourisme				
Total	2.798	3.085		-287
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales				
Jeunesse, éducation nationale et recherche :				
I. Jeunesse et enseignement scolaire				
II. Enseignement supérieur				
III. Recherche et nouvelles technologies				
Justice				
Outre-mer				
Services du Premier ministre :				
I. Services généraux				
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan				
V. Aménagement du territoire				
Sports				
Travail, santé et solidarité :				
I. Travail				
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité				
III. Ville et rénovation urbaine				
Total général	2.798	3.085		-287

P.L.F. 2004

correspondants		Autorisations de	(en milliers d'euros)			
		programme de 2004	Crédits de paiement correspondants			
2006	2007 et ultérieurement		2004	2005	2006	2007 et ultérieurement
<hr/>						

Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2003	Crédits de paiement		
		2003 et années antérieures	2004	2005
Affaires étrangères	14.430.968	7.487.057	837.772	875.142
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	3.531.200	2.223.202	119.239	70.676
Anciens combattants				
Charges communes	3.328.349	486.385	133.000	940.543
Culture et communication	4.979.439	3.530.212	214.486	393.287
Écologie et développement durable	2.477.194	1.285.183	95.699	548.115
Économie, finances et industrie	13.650.000	9.900.751	1.156.311	962.904
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :				
I. Services communs	682.205	567.268	10.665	44.115
II. Urbanisme et logement	15.233.468	11.958.644	928.603	782.074
III. Transports et sécurité routière	41.343.639	36.306.420	1.013.523	558.953
IV. Mer	836.198	606.370	48.443	65.799
V. Tourisme	118.244	48.409	7.549	18.686
Total	58.213.754	49.487.111	2.008.783	1.469.627
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	18.486.092	13.003.108	1.066.601	539.125
Jeunesse, éducation nationale et recherche :				
I. Jeunesse et enseignement scolaire	853.374	667.582	39.770	60.182
II. Enseignement supérieur	5.196.724	3.638.724	324.200	272.788
III. Recherche et nouvelles technologies	12.488.177	10.945.665	208.512	304.926
Justice	3.502.257	1.860.872	249.381	438.666
Outre-mer	3.064.096	1.772.600	144.679	382.271
Services du Premier ministre :				
I. Services généraux	596.651	497.005	20.799	38.760
II. Secrétariat général de la défense nationale	66.293	49.003	10.293	2.332
III. Conseil économique et social	2.693	2.693	"	"
IV. Plan	3.366	2.495	329	271
V. Aménagement du territoire	1.708.346	854.609	136.000	186.780
Sports	102.400	71.003	5.500	8.632
Travail, santé et solidarité :				
I. Travail	691.320	501.150	52.000	135.040
II. Santé, famille, personnes handicapées et solidarité	1.150.723	516.448	49.481	120.710
III. Ville et rénovation urbaine	979.143	366.572	57.000	166.497
Total général	149.502.559	109.149.430	6.929.835	7.917.274

correspondants		Autorisations de programme de 2004	Crédits de paiement correspondants				(en milliers d'euros)
2006	2007 et ultérieurement		2004	2005	2006	2007 et ultérieurement	
938.601	4.292.396	389.390	71.618	112.424	117.648	87.700	
559.043	559.040	336.898	84.923	128.359	123.616	"	
898.800	869.621	151.000	18.000	66.500	53.200	13.300	
409.328	432.126	567.196	208.408	115.201	130.683	112.904	
502.690	45.507	344.125	98.316	151.947	73.298	20.564	
550.161	1.079.873	1.367.216	318.643	465.071	275.949	307.553	
42.423	17.734	74.514	53.466	17.071	3.977	"	
782.074	782.073	1.682.409	523.223	567.276	221.925	369.985	
136.914	3.327.829	3.017.038	1.665.669	851.625	467.502	32.242	
62.659	52.927	56.689	18.962	21.342	16.385	"	
18.686	24.914	12.025	3.001	4.209	4.815	"	
1.042.756	4.205.477	4.842.675	2.264.321	1.461.523	714.604	402.227	
203.575	3.673.683	2.432.459	1.074.946	754.612	428.293	174.608	
56.025	29.815	113.600	21.230	40.902	40.578	10.890	
286.317	674.695	889.376	448.432	160.086	126.843	154.015	
301.927	727.147	2.334.345	1.858.561	230.230	193.596	51.958	
355.200	598.138	1.049.715	72.134	207.266	241.250	529.065	
382.271	382.275	392.882	113.740	170.533	96.209	12.400	
27.909	12.178	29.400	11.421	8.031	6.352	3.596	
2.332	2.333	17.972	9.870	8.102	"	"	
"	"	900	900	"	"	"	
271	"	908	454	454	"	"	
186.780	344.177	278.823	47.863	53.530	59.830	117.600	
8.632	8.633	10.000	2.500	3.500	4.000	"	
3.130	"	88.140	39.770	23.130	22.130	3.110	
179.190	284.894	42.404	4.454	8.366	12.162	17.422	
166.746	222.328	265.000	53.000	39.750	39.750	132.500	
7.061.684	18.444.336	15.944.424	6.823.504	4.209.517	2.759.991	2.151.412	

5. Évolution des effectifs financés par l'État (tableau annexe)

	Effectif budgétaire 2003 (1)	Emplois budg. nouveaux ou supprimés (2)	Emplois non budg. de l'État (3)	Évolution réelle totale des effectifs financés par l'État =(2)+(3)	Mesures d'ordre relatives à l'effectif budgétaire (5)	Effectif budgétaire pour 2004 =(1)+(2)+(5)
Affaires étrangères	9.409	-112	1	-111	-4	9.293
Agriculture, aliment., pêche et affaires rurales	31.098	-326		-326	28	30.800
Culture et communication	14.010	-100		-100	-91	13.819
Écologie et dévelop. durable	3.476	35		35	53	3.564
Éco., finances et industrie	179.771	-2.002		-2.002	-53	177.716
Équip., transp., log., tourisme et mer :						
<i>I. Services communs</i>	98.352	-1.021		-1.021	-33	97.298
<i>IV. Mer</i>	2.547	31		31		2.578
<i>V. Tourisme</i>	321	-1		-1		320

Intérieur, sécurité intér. et libertés locales	171.728	739	125	864	38	172.505
<i>Jeunesse, éduc. nation. et recherche :</i>						
I. Jeunesse et enseign. scolaire	961.454	-3.550	-503	-4.053	48.621	1.006.525
II. Enseignement supérieur	131.139	35		35	-45	131.129
III. Recherche et nouvelles technologies			200	200		-
Justice	69.215	2.199		2.199	-24	71.390
Outre-mer	5.782					5.782
<i>Serv. du Premier ministre :</i>						
I. Services généraux	1.771	-28		-28	28	1.771
II. Secrét. gén. de la défense nationale	278	2		2	21	301
IV. Plan	205	-3		-3		202
V. Aménag. du territoire	123	-2		-2		121
Sports	5.949	-71	5	-66	-1	5.877
<i>Travail, santé et solidarité :</i>						
I. Travail	10.534	-71		-71	44	10.507
II. Santé, famille, pers. handicap. et solidarité	15.045	-144		-144	50	14.951
Défense	455.382	-147		-147	-58	455.177
Budgets annexes	12.651	-24	-23	-47	4	12.631
Totaux	2.180.240	-4.561	-195	-4.756	48.578	2.224.257

II. Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe

Le projet de budget de la défense pour 2004 s'élève à 41.565 millions €, se décomposant comme suit :

- 26.667 millions € pour les dépenses ordinaires (pensions comprises) ;
- 14.898 millions € pour les dépenses en capital.

Les autorisations de programme s'élèvent à 16.769 millions €.

A) Dépenses ordinaires (titre III) :

- les crédits de rémunérations et charges sociales s'élèvent à 13.928 millions € (-0,4 % par rapport à la loi de finances initiale pour 2003) ; les mesures nouvelles pour 2004 recouvrent notamment :

- au sein de la Gendarmerie Nationale, la création de 50 postes d'officiers et 1.150 postes de sous-officiers (41 millions €), ainsi que le recrutement de 700 gendarmes auxiliaires volontaires (8 millions €) ;
- la création de 1.000 postes d'engagés volontaires de l'armée de terre, par transformation de postes de volontaires ;
- la création de 45 emplois au sein de la Direction générale pour la sécurité extérieure (DGSE) ;
- le plan d'amélioration de la condition militaire (53 millions €) et le fonds de consolidation de la professionnalisation (27 millions €) ;
- l'activité des réserves (32 millions €) ;

- les crédits de pensions civiles et militaires s'élèvent à 9.163 millions € (+3,0 %) ;

- les crédits de fonctionnement s'élèvent à 3.577 millions € (+3,8 %) ; les mesures nouvelles pour 2004 recouvrent notamment :

P.L.F. 2004

- l'amélioration du fonctionnement de l'administration centrale et de la gendarmerie départementale (17 millions €) ;
 - le renforcement des moyens du service de santé des armées (1,5 millions €) ;
 - l'augmentation des moyens liés à l'entretien immobilier et au logement (4,5 millions €) ;
 - la majoration des crédits liés à la sous-traitance (20 millions €) ;
 - la mise en place de nouvelles normes d'activité et d'entraînement (13 millions €).
- le ministère de la défense expérimente en 2004 les dotations globalisées prévues par la nouvelle loi organique relative aux lois de finances ; ceci a pour conséquence de transférer 127 millions € des crédits de rémunérations et charges sociales aux crédits de fonctionnement ; hors ce transfert, les crédits de rémunérations et charges sociales s'élèvent à 14.055 millions € (+0,5 %) et les crédits de fonctionnement atteignent 3.450 millions € (+0,1 %).

B) Dépenses en capital (titres V et VI) :

- les crédits de paiement s'élèvent à 14.898 millions € (+10,7 %) ;
- les autorisations de programme s'élèvent à 16.769 millions € (+9,6 %).

Comparaison, par titre, des autorisations de programme et

	Autorisations de programme		Différence
	2003	2004	
	Votées	Demandées	
I. Dépenses ordinaires			
Titre III. Moyens des armes et services	53.899	"	-53.899
II. Dépenses en capital			
Titre V. Equipement	14.960.809	16.410.633	1.449.824
Titre VI. Subventions d'investissement accordées par l'Etat	339.084	358.251	19.167
Totaux pour les dépenses en capital	15.299.893	16.768.884	+1.468.991
Totaux généraux	15.353.792	16.768.884	+1.415.091

des crédits de paiement ouverts en 2003 et prévus pour 2004

2003	Crédits de paiement			Différence
	2004			
	Services votés	Mesures nouvelles	Total	(en milliers d'euros)
26.319.983	26.667.496	108	26.667.605	+347.621
13.290.290	12.534.931	2.001.536	14.536.467	+1.246.177
353.603	29.795	331.622	361.417	+7.814
13.643.893	12.564.726	2.333.158	14.897.884	+1.253.991
39.963.876	39.232.222	2.333.266	41.565.489	+1.601.612

III. Observations générales sur l'évolution des opérations des comptes spéciaux du Trésor et tableau annexe

Dans le projet de loi de finances pour 2004, l'excédent des comptes spéciaux du Trésor est évalué à 313 millions €. Il s'élevait à 1.071 millions € en loi de finances pour 2003.

- ◆ les opérations définitives des comptes d'affectation spéciale présentent un solde positif de 2 millions € en 2004 comme en 2003 ;
- ◆ les prêts des comptes d'affectation spéciale présentent en 2004 une charge de 2 millions € (montant identique à celui de la LFI 2003) liée aux montants des avances remboursables inscrites sur le Fonds de modernisation de la presse et le Fonds national pour le développement du sport ;
- ◆ un déficit de 66 millions € affecte en 2004 les comptes d'avances, alors qu'ils présentaient un excédent de 615 millions € en loi de finances pour 2003. Cette inversion de tendance concerne notamment le compte d'avances aux collectivités locales qui présente un déficit de 62 millions €. Avec la fin de l'incidence de la réforme de la taxe professionnelle sur les émissions, le compte revient à présent à un régime de croisière, après une période d'excédents exceptionnels liés au décalage structurel entre émissions et recouvrements ;
- ◆ les comptes de prêts enregistrent également un déficit de 128 millions € au lieu d'un excédent de 255 millions € en loi de finances pour 2003. Les remboursements de prêts accordés à des États étrangers demeurent supérieurs aux nouveaux emprunts effectués ce qui se traduit par un excédent de 208 millions € (560 millions € en 2003). Par ailleurs, un niveau de dépenses élevé sur le compte de consolidation de dettes envers la France induit un déficit de ce compte de 345 millions € en 2004, proche de celui de la LFI 2003 : 317 millions €.
- ◆ le solde des comptes de commerce excédentaire en LFI 2003 (251 millions €) est également positif dans le projet de loi de finances pour 2004, à hauteur de 293 millions €, en raison principalement des résultats prévisibles du compte n° 904-22 « Gestion active de la dette et de la trésorerie de l'État » qui devraient induire un excédent de 290 millions € ;
- ◆ Le compte d'émission des monnaies métalliques, qui présentait un déficit de 50 millions € en LFI 2003, devrait être en excédent pour un montant de 214 millions €.

Répartition des crédits ouverts en 2003

	Autorisations de programme	
	2003	2004
	Votées	Demandées
1. Comptes d'affectation spéciale		
<i>Opérations à caractère définitif</i>		
<i>Ordinaires</i>		
<i>En capital</i>	7.990.236.000	3.987.000.000
Sous-total	7.990.236.000	3.987.000.000
<i>Opérations à caractère temporaire</i>		
<i>Fonctionnement</i>		
<i>Equipement</i>	"	"
Sous-total	"	"
Total	7.990.236.000	3.987.000.000

2. Comptes de commerce

P.L.F. 2004
Analyse et tableaux annexes

3. Comptes d'avances du Trésor

4. Comptes de prêts

"

"

Récapitulation

	2003			Charge nette
	Découverts	Evaluation des recettes	Crédits des dépenses	
1. Comptes d'affectation spéciale				
<i>Opérations à caractère définitif</i>		11.611.699.000	11.609.179.500	-2.519.500
<i>Opérations à caractère temporaire</i>		"	2.519.500	2.519.500
Total		11.611.699.000	11.611.699.000	"
2. Comptes de commerce	1.936.967.800	6.019.659.000	5.768.441.000	-251.218.000
3. Comptes d'avances du Trésor		58.125.300.000	57.509.890.000	-615.410.000
4. Comptes de prêts		1.769.790.000	1.515.190.000	-254.600.000
5. Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	"			"
6. Comptes d'opérations monétaires	"			50.000.000

P.L.F. 2004

et des crédits prévus pour 2004

Crédits de dépenses			
2003	2004		
Crédits votés	Services votés	Mesures nouvelles	Total
3.618.943.500	3.204.290.000	454.256.800	3.658.546.800
7.990.236.000	"	3.987.000.000	3.987.000.000
11.609.179.500	3.204.290.000	4.441.256.800	7.645.546.800
2.519.500	"	2.542.700	2.542.700
"	"	"	"
2.519.500	"	2.542.700	2.542.700
11.611.699.000	3.204.290.000	4.443.799.500	7.648.089.500
5.768.441.000			3.747.780.000
57.509.890.000	60.799.890.000	"	60.799.890.000
1.515.190.000	175.460.000	1.145.970.000	1.321.430.000

générale

Découverts		2004			Charge nette	
Services votés	Mesures nouvelles	Evaluation des recettes	Crédits des dépenses			
			Services votés	Mesures nouvelles	Total	
		7.648.089.500	3.204.290.000	4.441.256.800	7.645.546.800	-2.542.700
		"	"	2.542.700	2.542.700	2.542.700
		7.648.089.500	3.204.290.000	4.443.799.500	7.648.089.500	"
1.936.967.800	"	4.040.763.000			3.747.780.000	-292.983.000
		60.733.500.000	60.799.890.000	"	60.799.890.000	66.390.000
		1.193.700.000	175.460.000	1.145.970.000	1.321.430.000	127.730.000
"	"					"
"	"					-214.000.000

[Retour au sommaire](#)